

Gilbert Doctorow : la Russie doit rétablir sa dissuasion pour survivre

Le Dr Gilbert Doctorow explique pourquoi la Russie doit dissuader l'OTAN pour survivre. Achetez les produits Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons une fois de plus Gilbert Doctorow, historien et analyste politique, pour discuter de la question suivante : la Russie est-elle en train de gagner ou de perdre ? Tout d'abord, merci d'être revenu dans l'émission.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, je suis content d'être de retour.

#Glenn

Bon, avant de commencer, je voudrais simplement dire que, dans ce genre de débats et de discussions, il y a évidemment des points de vue très opposés. Et je pense que c'est vraiment, vraiment important d'éviter que ça devienne personnel. Je dis ça parce que j'ai récemment animé une discussion sur ce sujet, et, disons-le, certains commentaires ont été, oui, franchement désobligeants à votre égard. Aucun nom n'a besoin d'être cité, bien sûr. Et c'est justement pour cette raison que je crois qu'il faut qu'on reste concentrés sur le fond, pas sur les attaques personnelles. Je voulais donc, au moins, vous présenter mes excuses pour les propos tenus par l'un de mes invités, parce que c'était clairement offensant. Mais je pense aussi qu'il est important d'explorer nos désaccords, et de comprendre pourquoi, justement, ces points de vue s'opposent.

Cela dit, je pense qu'une des raisons pour lesquelles ce sujet suscite autant de tensions, c'est qu'il est vraiment important. En ce moment, à Moscou, on entend beaucoup de discussions sur la manière de rétablir la dissuasion russe. Et il y a une bonne raison à cela. Les gens reconnaissent que c'est un élément essentiel que les Russes ont perdu. On entend même aujourd'hui des voix influentes affirmer qu'il pourrait être nécessaire d'utiliser des armes nucléaires tactiques contre les États européens membres de l'OTAN, simplement parce que l'effondrement de la dissuasion russe

serait trop dangereux. Donc, pour aller au cœur du débat, d'un côté, certains soutiennent que, eh bien, la Russie est clairement en train de gagner, qu'elle est plus puissante.

La Russie progresse, à la fois sur le plan territorial, mais aussi dans cette guerre d'usure. Les taux de pertes lui sont clairement favorables. L'épuisement de l'armée ukrainienne a mis la Russie sur la voie de la victoire. D'un autre côté, on peut dire que, même si la capacité de dissuasion de la Russie s'est affaiblie, l'OTAN, elle, apparaît désormais très clairement impliquée directement dans des attaques contre la Russie. Ses objectifs sont ouvertement d'aller frapper de plus en plus profondément à l'intérieur du territoire russe, en visant à la fois des cibles militaires et économiques. Et il ne semble y avoir aucune crainte d'une riposte russe, même pas sur le plan nucléaire. Ce qui veut dire que la capacité de la Russie à gérer l'équilibre entre dissuasion et apaisement a, je dirais, pratiquement disparu.

Beaucoup de ce qu'on voit aujourd'hui aurait été impensable pendant la guerre froide. Et même si beaucoup de gens, en Europe comme aux États-Unis, considèrent que c'est une évolution positive — le fait de pouvoir frapper la Russie sans qu'elle riposte —, je pense que plus cette situation dure, plus la Russie devra aller loin, peut-être de façon spectaculaire, pour rétablir sa capacité de dissuasion. Alors, tout ça nous amène à une question centrale : comment mesurer si la Russie est en train de gagner ou de perdre ? Et donc, ma première question pour vous, c'est justement ça : comment évaluez-vous ces différents critères qui définissent, selon vous, à quoi ressemblerait une victoire pour la Russie ?

#Gilbert Doctorow

Eh bien, j'ai une réponse directe à votre question directe. Mais avant d'y venir, j'aimerais dire un mot sur cette question : pourquoi y a-t-il autant de tension, de passion, disons-le, et parfois même de venin, dans les discussions entre des gens qui devraient être des collègues, ou qui cherchent simplement à informer le grand public sur ce qui se passe, sur ce qu'il ne reçoit pas des grands médias. La raison, c'est que vous êtes un expert de longue date, un fin connaisseur des affaires russes. Moi aussi, je suis un expert, ou disons un étudiant de longue date, des affaires russes. Mais la plupart de nos collègues ne le sont pas. Et la plupart du public non plus.

Et ce n'est pas un hasard, parce que toute la question de ce qu'est la Russie, et de qui est M. Poutine, a pour notre public, et pour beaucoup de nos collègues dans ces discussions, une signification tout à fait différente de celle que vous et moi cherchons à explorer. Autrement dit, la Russie incarne l'opposition à l'hégémonie mondiale des États-Unis. Et elle est perçue par un grand nombre de personnes, et aussi mise en avant par la Russie elle-même, comme l'un des défenseurs de ce qu'on appelait autrefois le Tiers Monde, et qu'on appelle aujourd'hui le Sud global, face aux colonisateurs et aux impérialistes de l'Europe occidentale et de l'Occident collectif actuel. Cela lui donne une valeur symbolique très forte, qui suscite beaucoup d'émotion et pousse les gens à s'intéresser à des émissions comme celle-ci.

Parce qu'avant la guerre, l'intérêt du public pour ces questions était très faible. Je le vois bien moi-même : je prépare en ce moment le troisième volume de mes mémoires, consacré à mes années dans l'opposition au début de deux mille dix. Et quand je regarde les seize dernières années, je vois des vagues d'intérêt, puis de désintérêt, avec bien sûr une forte hausse de l'attention du public après deux mille quatorze, au moment des sanctions contre la Russie, et avec la montée en puissance, ou du moins l'apparente vitalité, des BRICS. C'est pour cette raison que beaucoup de gens, qui ne connaissent pas vraiment la Russie, et pour être franc, ne s'y intéressent pas vraiment, suivent aujourd'hui tout cela de très près et se passionnent pour ce que la Russie représente dans l'opposition mondiale à l'hégémonie américaine.

Donc, à mon sens, c'est là que la discussion devient vraiment tendue, et ça n'aide pas le débat intellectuel. Maintenant, sur la question de savoir si la Russie est en train de gagner ou de perdre, je vais le dire tout de suite. Je ne conteste pas les informations, qui viennent en grande partie de Russie, mais pas uniquement, et qui montrent que, sur le terrain, surtout dans le Donbass et en Novorossia — c'est-à-dire les quatre régions, ou oblasts en russe, qui ont été intégrées à la Russie, ainsi que les deux régions de Crimée avant elles, depuis deux mille quatorze. En septembre deux mille vingt-deux, ces régions ont voté pour quitter l'Ukraine et rejoindre la Russie, et elles ont été effectivement intégrées à la Fédération de Russie. Eh bien, dans ces oblasts, la Russie progresse.

Aujourd'hui, ils contrôlent environ soixante-quinze pour cent de Donetsk et la totalité de Louhansk. Et ils ont une présence importante dans les deux autres régions, Zaporijjia et Kherson. Sur le terrain, on lit chaque jour que tel ou tel hameau a été pris par les forces russes, surtout dans la région de Kharkiv, au nord-est, mais aussi dans le Donetsk. En avançant, ils ne sont plus qu'à huit kilomètres, je crois, de Kramatorsk ou de Sloviansk — je ne me souviens plus exactement lequel des deux — mais ils sont vraiment tout près, à portée d'artillerie et, bien sûr, à portée de drones, de ces derniers grands bastions fortifiés de l'armée ukrainienne. C'est ce qui reste de leur ligne de défense pour maintenir leur contrôle sur l'oblast de Donetsk.

Ce qui est clair, c'est que les Russes, en septembre — que ce soit ce septembre ou le suivant, parce que ces dates semblent toujours glisser —, ils contrôleront tout le Donbass, et peut-être même l'ensemble de la Novorossia. Est-ce que ça veut dire victoire ? C'est justement la question que je pose. D'après les informations sur lesquelles je m'appuie pour formuler mon jugement — et je préciserai mes sources dans un instant —, cela constitue une victoire à la Pyrrhus. Parce que, si on compare avec les objectifs que Vladimir Poutine avait annoncés en février deux mille vingt-deux, au moment où il a lancé l'opération militaire spéciale, aucun de ces objectifs n'aura été atteint. Et environ quatre cent mille soldats russes sont probablement morts.

Et si vous multipliez ce chiffre par deux ou trois, vous obtenez le nombre de soldats russes qui ont été mutilés à vie. C'est un prix extrêmement lourd à payer pour un résultat qui, au fond, se résume à une acquisition territoriale. L'acquisition de territoire ne faisait pas partie des raisons mises en avant pour entrer en guerre en février deux mille vingt-deux. Il s'agissait, disait-on, de ramener l'Ukraine à sa déclaration constitutionnelle de neutralité de mille neuf cent quatre-vingt-douze. Il s'

agissait de faire en sorte que l'OTAN n'utilise pas l'Ukraine, comme elle le fait actuellement, pour mener des attaques contre la Russie, et que le personnel de l'OTAN, ou celui d'autres armées, ainsi que leurs installations, n'aient aucune présence en Ukraine. Il s'agissait aussi de « dénazifier » l'Ukraine, ce qui veut dire, pour le dire simplement, un changement de régime — c'est-à-dire renverser le président, le gouvernement et la direction militaire dominés, selon eux, par les nazis depuis deux mille quatorze, et qui, depuis, maintiennent l'Ukraine et son peuple sous leur emprise.

Cela n'aura pas été accompli. Au contraire, ce que je vois, ce sont des attaques de plus en plus nombreuses, de plus en plus menaçantes, contre les infrastructures russes, y compris les infrastructures civiles, à commencer par le secteur de l'énergie. Ces attaques ont eu un impact énorme sur l'approvisionnement intérieur en carburant, et elles ont fait disparaître les exportations russes de gazole et de produits pétroliers raffinés. La Russie représentait environ douze pour cent du commerce mondial de diesel... c'est fini. Et il y a même eu un risque — peut-être déjà réalisé — que la Russie raffine mal certains produits pétroliers, parce qu'une grande partie de sa capacité de raffinage a été détruite et qu'il faudra des mois, voire plus longtemps, pour la remettre en état.

C'est ce qu'on lit dans les journaux. Mais ce dont je veux parler maintenant, c'est de ce qu'on ne lit pas dans les journaux, et qui me conduit à dire que la Russie vit aujourd'hui une victoire à la Pyrrhus. J'ai eu le privilège d'être invité, il y a environ un mois, à participer, comme l'un des deux ou trois représentants de la Belgique, à une téléconférence qui devait rassembler une trentaine, peut-être une quarantaine de pays. L'événement était organisé par le ministère russe des Affaires étrangères, via sa délégation aux négociations sur le désarmement à Vienne. Et c'était vraiment un moment très intéressant. Je n'y ai pas pris la parole. J'étais sidéré. Mon ordinateur est resté allumé pendant trois heures, et les deux premières ont été fascinantes... mais pas du tout dans le sens où les organisateurs l'auraient voulu.

C'est un bon exemple de la façon dont on peut tous regarder dans la même direction, penser qu'on sait ce qu'on fait, et passer complètement à côté de la manière dont cela peut être perçu ou compris par d'autres. Le public n'a sans doute pas conscience de l'effort considérable mené par les autorités russes d'enquête, sous la direction de leur chef, pour documenter tous les actes qui peuvent être considérés comme des attaques contre des civils ou comme des crimes de guerre, commis par les forces armées ukrainiennes depuis le début du conflit jusqu'à aujourd'hui. Les personnes qui regardent les chaînes d'État russes, elles, le savent, parce qu'après chaque attaque, les journalistes montrent une vidéo des enquêteurs, avec leurs règles de mesure, indiquant l'endroit où la bombe est tombée, où se trouve le cratère, et même l'endroit où une jambe a été arrachée.

Tout cela est ensuite consigné, et sans doute versé dans des archives, avec l'idée qu'il y aura, à la fin de cette guerre, un procès du type de Nuremberg, et que les Ukrainiens seront tenus responsables de leurs crimes. Alors, c'est peut-être une conviction très forte au sein de la classe dirigeante russe, certainement au Kremlin, mais pour ma part, je trouve cela totalement absurde. Il n'y aura pas de procès de Nuremberg. Les Russes auront accumulé une immense quantité d'archives, et ce sera simplement cela : des archives dans lesquelles les historiens pourront se plonger plus tard.

Mais cela n'aura aucune incidence sur l'issue de cette guerre. Quant à l'événement auquel j'ai assisté, ou auquel j'ai pris part, il visait à diffuser auprès de la communauté internationale les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre que l'Ukraine commet à Kherson ou à Bakhmout.

Et le premier intervenant, le plus important, c'était le gouverneur de Kherson. Il a donné des détails, puis plusieurs autorités impliquées — notamment dans le domaine médical, pour ainsi dire — ont pris la parole. C'étaient certains des médecins les plus connus de Kherson, ceux qui ont soigné les victimes des attaques ukrainiennes, ainsi que des familles de victimes, et même des victimes elles-mêmes. Tout cela a duré un certain temps, et l'objectif, c'était que les gens — je pense à des Mexicains, des Nicaraguayens, des Cubains, et même quelques Belges — écoutent attentivement ces crimes et fassent connaître les horreurs que l'« ukrainisme » inflige aux civils. Les organisateurs de cet événement n'ont pas envisagé une seule seconde qu'on puisse le percevoir autrement... comme moi, je l'ai perçu.

C'était la preuve évidente que la Russie est en train de perdre la guerre. Quand vous avez entendu le gouverneur de Kherson dire que sa région est devenue inhabitable à cause des frappes quotidiennes de drones ukrainiens, ce dont il parlait, c'était du largage de mines le long des routes et des trottoirs, dans toutes sortes de villes de l'oblast de Kherson. Les gens ne peuvent même plus sortir acheter à manger sans craindre de se faire arracher les jambes. Il parlait aussi du fait que Kherson, au moment de cette visioconférence, n'avait plus d'électricité. Toute la région était plongée dans le noir. Et les organisateurs ont eu du mal à joindre certains des participants, parce que les téléphones... eh bien, sans électricité, ils ne fonctionnaient pas.

Très bien. Alors, l'une des quatre régions qui, on peut le dire, sont le résultat de la victoire des forces armées russes, a été déclarée inhabitable par son gouverneur. D'accord. Je relie ça à ce que j'entends, à la fois de sources privées et de sources publiques en Russie. Les sources publiques, ce sont les fils d'actualité que je consulte chaque matin sur Dzen.ru, qui est une filiale de Yandex. Yandex, c'est un peu l'équivalent russe de Google. Donc c'est une source très crédible, suivie par des millions de Russes. Et ce n'est pas la voix officielle du gouvernement russe, c'est une entreprise privée, commerciale.

Et ils rapportent toutes sortes de choses qui se passent, que ce soit le manque de carburant dans telle ou telle région, ou des civils tués chaque jour ici ou là par des drones ukrainiens. Et j'écoute ce qu'ils disent à propos de la Crimée. J'écoute aussi très attentivement nos amis de Saint-Pétersbourg, des amis proches depuis vingt ans, qui, chaque année, vont dans leur petite maison — enfin, maison, c'est un grand mot, même "cottage" serait exagéré. C'est deux pièces sur une colline, qu'ils ont achetées pour cent dollars en mille neuf cent quatre-vingt-quinze, à l'époque où le sud était encore bien ukrainien. Et un groupe de journalistes de Saint-Pétersbourg a fait pareil, ils ont tous acheté un bout de colline. Ça paraît formidable. Et la région l'est vraiment. C'est la côte est de la Crimée, Feodossia, qui est à la fois un port militaire et un port de plaisance.

Et donc, chaque année, ils vont dans cette maison à cent dollars, qu'ils ont un peu retapée, mais surtout pour profiter du jardin et de la compagnie. Parce qu'ils ont autour d'eux plein d'autres journalistes et écrivains, et qu'ils aiment aussi rendre visite à des amis en Crimée. Alors, cette année, qu'est-ce qui ne s'est pas passé comme prévu ? Eh bien, j'ai eu une discussion d'une vingtaine de minutes, il y a moins d'une semaine, avec ces amis qui étaient rentrés à Saint-Petersbourg. Ils étaient très heureux d'y être revenus, et ils faisaient partie des chanceux, parce qu'ils étaient d'un âge assez avancé et qu'on leur avait accordé un droit prioritaire pour partir dans le premier train où il restait une place libre. Ils ont donc obtenu leurs billets. Et quand ils sont arrivés à la gare de Feodossia, ils ont trouvé des centaines d'autres visiteurs russes qui espéraient, eux aussi, pouvoir quitter Alouchta.

Pourquoi ces gens veulent-ils partir ? Eh bien, d'abord, il n'y a pas de carburant. Pendant plusieurs semaines, il n'y en avait plus du tout. Puis un peu d'essence est redevenue disponible. Ils partagent, avec d'autres habitants de la colline, les services d'un Tatar de Crimée qui a une voiture et fait office de taxi. Quand tout allait bien, jusqu'à cette année, il les emmenait en ville avec nous. On pouvait se baigner, faire des provisions. Ces dernières semaines, il n'avait plus d'essence. Alors on lui a rendu un grand service en lui apportant des provisions une fois par semaine, mais on ne pouvait pas faire davantage pour eux. Ils ont eu beaucoup de chance qu'il puisse encore les conduire jusqu'à la gare. Plus d'électricité. Et des drones, tous les jours, qui passent au-dessus. C'était devenu insupportable. Et on sait aussi, d'après Glenn Diesen et les rapports quotidiens, à quel point l'Ukraine a réussi à isoler la Crimée. Ils ont bombardé les ponts.

Ils ont rendu la route côtière, qui est normalement la principale liaison de transport entre la Crimée et la Russie continentale, très dangereuse à cause des attaques de drones incessantes. Cela a entraîné des suspensions de douze heures d'affilée pour la circulation automobile sur le pont de Kertch, qui relie la Crimée au continent. Il y a aussi un pont ferroviaire, parallèle à celui-là, et le trafic y a été interrompu, avec environ mille cinq cents voitures qui attendaient à chaque fois sa réouverture. Les camions ont été interdits d'y circuler, par crainte d'un attentat à la bombe. Et on sait aussi — c'est mentionné dans tous les grands médias — que les Russes ont donné l'ordre de retirer une grande partie de leurs forces militaires de Crimée. Or, l'annexion de la Crimée a été un événement national majeur pour la Russie, qui a redonné confiance au pays et déclenché une vague de patriotisme sur laquelle M. Poutine a su s'appuyer après deux mille quatorze, pendant les années difficiles qui ont suivi les sanctions.

Il ne fait aucun doute que c'est une guerre perdue. Le premier grand objectif est désormais devenu inhabitable pour les visiteurs. Les Russes avaient prévu, comme chaque année, d'envoyer des dizaines de milliers d'écoliers venus de toute la Fédération dans des camps en Crimée, des camps de sport pour l'été. Annulé. Alors, si ça, c'est une victoire, à quoi ressemble une défaite ? Et ce sont des sources objectives, indépendantes, responsables, reconnues, que j'utilise pour en arriver à la conclusion que la guerre se passe mal. Je ne prête aucune attention à la propagande qui vient de Kiev, ni à celle du général Syrsky, qui panse ses plaies en affirmant avoir repris sept cents kilomètres

carrés du Donbass occupé par la Russie cette année. Ça, je n'y prête aucune attention. Mais je fais attention à ces sources russes.

#Glenn

L'un des points que l'intervenant a soulevés, c'est le manque de connaissance sur la Russie et l'Ukraine. Et ça, c'est quelque chose qui m'inquiète beaucoup, parce que la propagande de guerre qu'on voit aujourd'hui est sans précédent de mon vivant. Je pense que si elle fonctionne aussi bien, c'est justement à cause de ce niveau général d'ignorance. J'entends souvent les mêmes arguments, vous savez, de la part de ceux qui soutiennent la contribution de l'OTAN dans cette guerre. Ils disent que les Ukrainiens, pendant toutes ces années, ont essayé d'échapper à l'influence de la Russie, qu'ils ont enfin réussi à le faire, et que la Russie est ensuite venue les rattraper.

Toutes les preuves, toute l'histoire montrent le contraire : il n'y avait aucun intérêt pour l'OTAN. De mille neuf cent quatre-vingt-onze à deux mille quatorze, une écrasante majorité ne voulait pas de l'OTAN. Je pense qu'en deux mille huit, quand on leur a promis l'adhésion, beaucoup voyaient l'OTAN davantage comme un agresseur que comme un protecteur. Et de toute façon, c'est quelque chose qui façonne les perceptions, mais aussi la manière dont la Russie voit la situation. L'idée que certains pensent qu'il s'agit simplement d'ambitions territoriales russes, alors que la Russie y voit une menace existentielle — c'est quelque chose qui, dans les années quatre-vingt-dix, aurait paru évident, avec l'OTAN avançant vers l'Ukraine. Bref, je pense que tout cela influence la façon dont on évalue les choses, parce que l'escalade de l'OTAN qu'on observe aujourd'hui, à mes yeux, ne peut mener qu'à la destruction de l'Ukraine et, peut-être, à une guerre nucléaire.

Et je suppose que c'est là que je me demande aussi ce que signifierait vraiment une défaite. Parce que je n'arrive pas à imaginer la Russie être vaincue — non pas parce qu'elle serait toute-puissante, mais simplement parce qu'elle considère cela comme une menace existentielle. Et c'est pour ça que je dis souvent, vous savez, les gens disent : « Soutiens l'Occident, soutiens l'Ukraine, soutiens la Russie, tu es pour ci ou pour ça ». Mais au fond, c'est un peu vain. Parce que, vous savez, la guerre elle-même, ici, c'est ça l'ennemi. On ne peut pas, encore une fois, se permettre de risquer un affrontement nucléaire. Et si on admet que la Russie voit cette situation comme une menace existentielle, il faut se demander : est-ce une période difficile pour les Russes ? Parce qu'évidemment, je pense que pour les gens qui vivent de Belgorod à Odessa — pardon, au Donbass, jusqu'en Crimée — la vie est devenue très dure pour beaucoup. Mais au fond, ce que je me demande, c'est : à quoi tout cela ressemblera-t-il à la fin ?

Parce que, de mon point de vue, tout ce que l'Occident présente comme une victoire — en disant "regardez comme les Russes souffrent" — pour moi, ça veut simplement dire que les Russes vont passer à un niveau d'agressivité supérieur. Alors, on n'a pas vraiment vu ça se produire, par exemple avec une attaque contre l'OTAN, mais le dilemme pour la Russie reste le même depuis deux mille vingt-deux, voire depuis deux mille quatorze : c'est la question de l'implication de l'OTAN. Ils ont toujours eu deux options. Soit riposter pour s'assurer que l'OTAN reste dissuadée, mais dans ce cas

ils risquent de se retrouver face à une OTAN plus agressive, cherchant à se venger, avec en première ligne un puissant proxy ukrainien. Soit se concentrer d'abord, voire uniquement, sur la neutralisation de l'Ukraine, mais alors ils laissent leur capacité de dissuasion s'affaiblir. Et je pense qu'ils ont toujours choisi la deuxième option.

Mais tout cela reposait toujours sur l'idée qu'on ne peut faire ça qu'un certain temps avant qu'il ne devienne nécessaire d'agir directement contre l'OTAN. Et il semble bien que Moscou reconnaisse, comme vous l'avez dit, qu'il faut que quelque chose change, étant donné la douleur désormais inacceptable que subit une grande partie de la population russe. Pour l'instant, on ne dirait pas que la Russie s'en prend directement à l'OTAN. Mais si on regarde les attaques très brutales contre Kiev, le blocus presque total d'Odessa, voire de Nikolaïev, on voit bien une escalade de la violence. Et à mes yeux, l'étape logique suivante serait de frapper un pays balte, ou peut-être l'Allemagne. Mais au fond, le dilemme reste le même : est-ce qu'elle frappe l'OTAN, au risque d'une riposte puissante, ou pas ? Parce que je pense que c'est toujours là le vrai problème. Et c'est un peu ma question : quelles sont les options de la Russie, dans cette situation ? Parce que je ne crois pas que l'OTAN tienne vraiment compte des pertes ukrainiennes.

C'est, encore une fois, là que la guerre se poursuit depuis deux mille quatorze. Autrement dit, l'OTAN se bat aux côtés des Ukrainiens. Donc, si la Russie veut rétablir la dissuasion, elle devra frapper l'OTAN à un moment donné. Mais ensuite... je pense que l'OTAN peut réagir de deux façons. Première option, ce serait la troisième, admettre qu'on est allés trop loin et qu'il faut calmer le jeu. Ou alors, au contraire, aller vers l'escalade. Et il semble que les Américains ne verraient peut-être pas d'inconvénient à utiliser les Européens comme ils ont utilisé les Ukrainiens. Du coup, je ne sais pas si, à Moscou, le calcul est qu'il vaut mieux attendre, frapper plus tard, quand l'Ukraine sera dans une position plus faible. Ou bien, encore une fois, je me demandais comment vous voyez les choses, parce que j'entends beaucoup parler des chiffres de production en Russie, des véhicules blindés, ou des unités de la Rosgvardia. Mais elles ne sont pas vraiment utilisées.

Est-ce que c'est censé servir de moyen de dissuasion, au cas où ils frapperaient un pays de l'OTAN ? Le changement de doctrine nucléaire, tout ça, ça semble clairement préparer une possible escalade. Je me demande simplement... si vous étiez conseiller au Kremlin, comment vous aborderiez cette question ? Comment vous inverseriez la situation ? Parce qu'encore une fois, il n'y a pas vraiment de scénario de défaite. Si c'est une menace existentielle, qu'est-ce que "perdre" veut dire, au juste ? Si la Russie se retire, l'OTAN s'installera. Des missiles longue portée, des drones, tout sera là. Tous les problèmes qu'ils ont aujourd'hui seraient bien pires. La guerre ne s'arrêterait pas. Pourquoi l'OTAN n'utiliserait-elle pas un puissant proxy ukrainien ? Alors... comment, selon vous, le Kremlin réagirait-il à ça ? Quelles sont les options ? Désolé, c'était une question un peu longue.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, je dirais d'emblée que ma réflexion sur ce sujet n'a pas vraiment évolué ces dernières semaines. Si nous avons parlé — et nous l'avons fait il y a plusieurs semaines — j'aurais dit que la

Russie devrait d'abord éliminer le proxy. Et si elle supprime ce proxy, alors il n'y a plus de raison pour que l'Europe se réarme. L'Europe veut affronter la Russie de la même manière que les États-Unis l'ont fait : à travers la Russie, avec des corps ukrainiens, et non avec leurs propres fils et filles. Parce que leurs jeunes ne sont pas prêts à partir en guerre, et qu'un appel à la conscription, à ce stade, provoquerait d'énormes troubles politiques à l'intérieur même de l'Europe.

Eh bien, aujourd'hui, j'ai une vision un peu différente. Je pense qu'il devrait y avoir des frappes au sein de l'OTAN, mais d'une manière qui empêche toute escalade vers une guerre généralisée. Autrement dit, agir dans le cadre du droit international, qui donne à la Russie le droit de frapper, par exemple, les usines allemandes ou britanniques qui produisent les drones avancés utilisés ensuite pour frapper en profondeur sur le territoire russe et détruire des infrastructures. Cela reste conforme au droit international, et ça ne conduit pas forcément à une déclaration de guerre. Mais avant d'en arriver là, je vais répondre à votre dernière question : quelle était ma recommandation au Kremlin ?

#Glenn

Est-ce que je peux juste ajouter une petite remarque ? Désolé, je m'excuse d'interrompre. Mais je remarque souvent que, dans le grand public, quand on fait des recommandations pour la Russie — autrement dit, quand on essaie de se mettre à la place du Kremlin — eh bien, je remarque souvent que si je dis : « voilà, c'est dans l'intérêt de la Russie », ou « voici leurs intérêts, voici leurs options », j'entends souvent : « ah, Glenn Diesen veut ceci, Glenn Diesen veut cela ». Donc je voulais simplement préciser ça. Voilà, désolé.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, dans ce que je vais dire, j'aimerais parler, selon ma propre vision, des intérêts de la Russie. Pas des intérêts de son président, ni de son ministre de la Défense, ni de ceux de quelques individus. Mais encore une fois, pour le grand public, qui a relativement peu d'informations, ou peu d'intérêt pour ce qui concerne la Russie — parce que la Russie est souvent perçue comme une idée abstraite, utilisée pour s'opposer aux États-Unis et à l'hégémonie mondiale — les détails de la vie en Russie, de qui la dirige, et ainsi de suite, ne les intéressent pas vraiment. Pour le grand public, la Russie, c'est un seul homme : Vladimir Poutine. Et moi, je rejette cette vision de ce que sont cent quarante-cinq millions de personnes. Ce ne sont pas un seul homme. Ils ont des opinions très diverses, et des idées très différentes sur ce que signifie le patriotisme et le service des intérêts nationaux.

Je vois les choses de façon plus large. J'ai laissé les choses se dérouler comme elles devaient. Mon conseil, c'est de commencer par renvoyer l'état-major. La raison pour laquelle je dis ça, c'est que c'est très d'actualité, vu ce qui se passe en Ukraine en ce moment. Dans un de mes derniers essais, j'expliquais que le président Zelensky avait été trop actif à limoger ses responsables militaires, et qu'il violait la règle fondamentale de la guerre : on ne change pas de cheval au milieu du gué. Le récent renvoi de Syrsky arrive quoi, deux ans ou moins après celui de son prédécesseur ? Et cela, pour des

raisons politiques internes à la gestion du gouvernement ukrainien, sans qu'il y ait forcément une logique stratégique plus large derrière. Même si, dans le cas de Syrsky, il y a peut-être une logique stratégique.

#Glenn

En revanche, les Russes n'ont rien fait.

#Gilbert Doctorow

Là où je veux insister, c'est sur la mutinerie du fondateur du groupe Wagner, Prigojine. C'était, quoi, en mars deux mille vingt-trois. Et nous tous, absolument tout le monde, avons condamné Prigojine pour ce défi insensé qu'il avait lancé à Moscou. Il marchait sur Moscou, il tuait des militaires russes sur son passage. C'était une faute grave. Et pourtant, nous avons à peine réagi à sa mort, dans des circonstances très suspectes, lors du crash de son avion. Je pense qu'il est temps, pour nous, en tant qu'historiens, de réexaminer tout cela, de le réévaluer à la lumière de ce qui se passe aujourd'hui. Prigojine n'a cessé, dans les mois précédant sa rébellion, d'affirmer haut et fort que le ministre de la Défense et l'état-major étaient incompetents et corrompus. Après sa mort, et après un délai convenable, Choïgou a été écarté. On l'a simplement recasé plus haut.

Et Shoïgou est toujours là. On le voit en mission, ici ou là, en Corée du Nord ou ailleurs, en train d'accomplir des tâches liées à la défense pour le président Poutine. Mais il a été relevé de ses fonctions. Guérassimov, lui, ne l'a pas été. Et après deux mille vingt-quatre, après l'invasion de Koursk par l'Ukraine, il aurait dû passer en cour martiale. Tous les membres de son état-major aussi. Pourquoi ? Parce qu'on avait compris, au moment de l'invasion de Koursk, que Guérassimov et ses proches collaborateurs avaient sous-estimé la possibilité d'un tel scénario, alors même qu'ils avaient été prévenus que ça pouvait arriver. Ils ont dit que ça n'avait aucun sens sur le plan militaire, et l'affaire s'est arrêtée là. Eh bien, ça en avait, du sens, sur le plan militaire comme sur le plan politique, comme on l'a tous compris pendant les sept mois qui ont suivi, quand l'Ukraine a ravagé l'oblast de Koursk.

Il y a une autre raison, qu'on a découverte un peu plus tard, et qui n'a jamais vraiment fait la une des journaux. Beaucoup d'argent avait été alloué par le gouvernement fédéral russe pour défendre les régions frontalières, comme celle de Koursk. Ils étaient censés construire des fortifications en béton pour empêcher une invasion. Mais cet argent a été détourné par la bureaucratie locale, et à Koursk, on s'est retrouvé avec du sable à la place du béton pour se protéger contre l'invasion ukrainienne. Le fait qu'il n'y ait eu aucune enquête, aucun contrôle, aucune vérification de la part du commandant en chef sur l'état réel des lignes de défense face à l'Ukraine aurait dû mener à une cour martiale. Ce n'a pas été le cas. Et donc, je dis que le fait que la Russie s'en tienne à cette vieille règle — « on ne change pas de cheval au milieu du gué » — n'a pas été une bonne chose. Cela a coûté très cher à la Russie, en vies humaines et en moral chez ses soldats.

#Glenn

C'est donc un bon point de départ.

#Gilbert Doctorow

Et maintenant, les Ukrainiens, même après le limogeage de Fiodorov et son remplacement par quelqu'un qui, apparemment, avait lui aussi une solide expertise dans la guerre par drones et dans sa promotion, et après le remplacement de Syrsky, sans doute lui aussi plus favorable à cette approche, ont changé leur commandement militaire pour s'adapter à l'évolution du conflit. Les Russes, eux, ne l'ont pas fait. En ce qui concerne la guerre par drones menée par les Ukrainiens, je pense qu'il est juste de dire que les petits drones qu'ils utilisent pour frapper au-delà de la frontière — comme dans la région de Kherson — ou sur le champ de bataille, permettant à dix ou vingt mille opérateurs et techniciens de drones de contenir cinq cent mille soldats russes, sont probablement en grande partie fabriqués localement, même si de nombreux composants, bien sûr, sont importés.

Les drones sophistiqués dont on parle dans les médias, ceux qui détruisent telle ou telle raffinerie, ou qui frappent des navires en mer d'Azov ou en mer Noire... eh bien, ces drones-là, j'affirme qu'ils viennent presque certainement d'Europe occidentale. Dans les émissions de la BBC, on parle avec enthousiasme des Ukrainiens, on explique qu'ils ont désormais l'avantage, que l'offensive est entre leurs mains, que la guerre des drones est entre leurs mains. Mais on reste très discret sur l'origine réelle de ces drones sophistiqués. On voudrait vous faire croire qu'ils ont tous été conçus en Ukraine, parce que l'Ukraine aurait été, à l'époque soviétique, un fournisseur très avancé et très important de toutes sortes d'armes.

#Glenn

Eh bien, l'Union soviétique a cessé d'exister en mille neuf cent quatre-vingt-onze.

#Gilbert Doctorow

Les carrières des gens, vous savez, elles évoluent. La moitié, disons quarante pour cent de la population, a probablement quitté l'Ukraine depuis mille neuf cent quatre-vingt-douze. Alors, où sont passés tous ces ingénieurs et techniciens formidables qui permettraient à l'Ukraine de devenir un leader mondial dans la technologie des drones ? Je pose la question ouvertement. Je n'y crois pas. Par conséquent, l'Europe est profondément impliquée, jusqu'au cou, dans l'offensive contre les infrastructures russes. La Russie pourrait, et devrait, répondre. Comme je le dis, les dernières nouvelles, encore une fois, viennent des provocations en Estonie, en Lettonie — ah, les Russes vont attaquer, les Russes vont attaquer, il y aura une nouvelle provocation, c'est là que se fera le prochain mouvement. Ah, les Polonais sont sur les nerfs. Tout ça, c'est n'importe quoi. Mais c'est parfait pour le New York Times.

C'est bien pour le Financial Times. Mais je ne pense pas que ce soit bon pour cette émission, ni pour notre public. Je n'y crois pas une seconde. Mais si les Russes devaient frapper les usines qui fabriquent ces armes, des armes utilisées en toute connaissance de cause, et peut-être même sous le contrôle des Européens, eh bien, c'est une nécessité. Ils devraient aussi frapper, s'ils veulent frapper quelque part, dans le sud de la Pologne, là où la grande majorité du matériel militaire est livrée à l'Ukraine. Je pense que c'est une cible militaire parfaite, et je ne crois pas que les Russes aient à s'excuser. On entend parler de ces attaques massives que la Russie aurait menées ces derniers jours, cette dernière semaine. Quarante missiles, cent soixante drones... et une seule victime.

Il y a une seule victime. Ça montre bien que les Russes font exactement ce qu'ils disent qu'ils vont faire. Ils frappent des sites de production dont ils savent qu'ils sont vides, sans aucun travailleur sur place. Ils agissent avec beaucoup de prudence, et d'une manière très légale, dans une guerre qu'ils mènent de la façon la plus legaliste et la moins militaire qu'on puisse imaginer. Les usines qui sont détruites — certains de mes collègues reprennent ce que dit Moscou — auraient dû être détruites il y a trois ans. Pourquoi avoir attendu jusqu'à maintenant ? La Russie est rarement en retard quand il s'agit d'une escalade qui peut influencer l'issue de la guerre, et cela devrait être corrigé. Voilà, c'est mon analyse générale de ce qu'il faudrait rectifier si l'on veut éviter que cette guerre ne devienne une victoire à la Pyrrhus.

#Glenn

Il y a quelque chose d'intéressant dans la façon dont on mesure, enfin, disons, ce qu'on pourrait appeler la propagande de l'OTAN, en ce qui concerne notre implication. Parce que d'un côté, nos dirigeants politiques et les commentateurs dans les médias n'arrêtent pas de se vanter de dépenser des centaines de milliards de dollars pour aider l'Ukraine. Ils parlent ouvertement de programmes d'armement communs, des missiles longue portée qu'ils aident à fournir à l'Ukraine, du renseignement — tout ça, selon eux, entre dans la catégorie de l'aide et du soutien. Et pourtant, ils affirment qu'il n'y a pas d'implication. Mais on ne voit jamais de discussion de fond sur le moment où l'on devient réellement un participant.

Et c'est assez étrange, surtout pour les dirigeants européens, parce que les pays de l'Union européenne, en général, ne fournissaient pas d'armes à des pays en guerre, justement pour cette raison. Autrement dit, on franchit la ligne qui sépare le fait de ne pas être un participant du fait d'en devenir un. Mais il n'y a pas vraiment de débat. Qu'est-ce qu'on fait, exactement ? Et qu'est-ce que ça implique, concrètement, de s'impliquer comme si... On ne veut pas de cette discussion, sans doute parce que le public serait moins favorable s'il connaissait les risques. Mais encore une fois, du côté russe, je pense qu'ils ont encaissé pas mal de coups ici. L'an dernier, on a vu des drones être introduits clandestinement, de la même manière qu'en Iran, et ensuite utilisés pour frapper les moyens de dissuasion nucléaire de la Russie.

Ils ont aussi été utilisés pour frapper lors d'attaques séparées. Ils ont visé les radars d'alerte précoce de la dissuasion nucléaire russe. Franchement, c'est assez choquant. Et puis, la façon dont ils ont soutenu ouvertement l'invasion de Koursk... Et maintenant, on parle de fabriquer tous ces missiles balistiques. Mais où est-ce que tout ça mène, si les pays de l'OTAN visent maintenant à produire des milliers de missiles balistiques capables de frapper toujours plus profondément à l'intérieur de la Russie ? À partir de quand cela devient-il inconfortable pour la Russie ? À partir de quand la douleur devient-elle inacceptable ? Et à partir de quand cela devient-il existentiel ? Quoi qu'il en soit, à un moment donné, ils devront riposter. Donc, ma dernière question, c'est : comment voyez-vous cette possible riposte ? Parce qu'encore une fois, ils peuvent frapper un intermédiaire, c'est-à-dire l'Ukraine.

Ça veut dire, en gros, lever toutes les restrictions. Autrement dit, ils frappent très fort, même à l'intérieur de Kiev. Et comme je l'ai dit, c'est un peu étrange qu'ils n'aient pas visé ces cibles plus tôt, parce qu'ils savaient où se trouvaient les usines. Ou même le blocus d'Odessa, ils savaient aussi que beaucoup d'armes arrivaient par là. Donc, soit ils peuvent, comme tu l'as dit, s'en prendre au proxy, soit, s'ils s'en prennent à l'OTAN, ils ont encore plusieurs options. Ils peuvent avancer par étapes, utiliser la tactique du salami, comme le fait souvent l'OTAN. C'est-à-dire mener des attaques hybrides, faire passer discrètement des drones, même de petits drones FPV, pour frapper des infrastructures critiques.

Ils pourraient utiliser un intermédiaire. Je vois les Britanniques, avec leur nouveau dirigeant Burnham, qui veut impliquer davantage la Grande-Bretagne dans la guerre contre l'Iran. Pourquoi ne pas donner une centaine de missiles balistiques à l'Iran, qu'il pourrait ensuite utiliser pour riposter contre la Grande-Bretagne ? C'est, en fait, exactement ce que fait l'OTAN avec l'Ukraine, en l'utilisant comme un intermédiaire. Ou alors, comme vous l'avez dit, ne pas s'excuser, assumer qu'on est engagé dans cette guerre, qu'on frappe, que ce sont vos fabricants d'armes, et qu'on fixe déjà la date d'un conflit avec nous. Les Russes l'ont déjà dit : ils vont les frapper, ce sont des cibles légitimes. Alors, selon vous, comment les Russes pourraient-ils avancer dans cette situation ?

#Gilbert Doctorow

J'aimerais revenir sur les discussions qu'on a eues il y a six ou neuf mois, quand on parlait de ce qu'est la dissuasion, de ce qui la constitue vraiment. Vous aviez souligné qu'il y avait trois dimensions différentes à la dissuasion, et que le fait d'en avoir les moyens faisait partie de l'équation. C'est justement cet aspect-là qui semble capter toute l'attention de Vladimir Poutine. Il présente au public des descriptions, puis des démonstrations de nouveaux systèmes d'armes offensives, sans équivalent, d'une valeur stratégique majeure. Et pour lui, cela suffit à représenter la dissuasion. Mais d'après la définition que vous avez donnée, et que je partage entièrement, c'est totalement insuffisant. Un autre élément essentiel, c'est que l'adversaire, l'ennemi, soit convaincu que vous êtes prêt à utiliser ces armes, ces soi-disant armes miracles.

Et sur ce point, les Russes ont complètement échoué. Ils ont tiré un Iskander ici, un autre là-bas. Ce n'est pas convaincant, et ce n'est pas non plus une stratégie d'escalade pour désescalader, comme le voulait Sergueï Karaganov. Je ne crois pas qu'il y ait la moindre raison pour que la Russie recoure à l'arme nucléaire. Je pense qu'avec la gamme de leurs armes conventionnelles, ils peuvent atteindre leur objectif, qui est de rétablir la dissuasion. Mais je ne vois pas encore, au Kremlin, la volonté de le faire. À mon avis, nous sommes face à une question que Léon Tolstoï posait déjà, à la fois au début et dans le long épilogue de **Guerre et Paix**. En résumé : est-ce que ce sont les dirigeants qui contrôlent le peuple, ou le peuple qui contrôle les dirigeants ?

Nous sommes aujourd'hui à un tournant en Russie, où, selon moi, le vrai test sera de savoir si le peuple contrôle son dirigeant. Si le peuple impose à Vladimir Poutine la seule issue sûre à ce dilemme et à ce conflit, qui passe par une violence massive, la destruction du leadership, à la fois militaire et politique, de l'Ukraine, pour commencer. Et si cela ne suffit pas, alors frapper ces usines en Europe de l'Ouest. Poutine a eu un sens remarquable du timing, de la fenêtre d'opportunité, quand, en deux mille vingt-deux, il a lancé sa « opération militaire spéciale », après avoir présenté, du moins en principe, les nouvelles armes offensives que la Russie possédait et s'appropriait à produire en série. Il dispose aujourd'hui d'une nouvelle fenêtre d'opportunité, à un moment où l'Europe est totalement mal préparée à une guerre de grande ampleur contre la Russie. S'il est sage, il en profitera. S'il ne l'est pas, alors la Russie perdra la guerre.

#Glenn

Je me souviens, quand j'enseignais la stratégie de sécurité à l'université, on expliquait que la dissuasion repose sur ce qu'on appelle les trois C : les capacités, la communication et la crédibilité. D'abord, il faut avoir les capacités de riposter — et la Russie, ça, elle les a clairement. Comme vous l'avez dit, Poutine met toujours en avant les systèmes d'armes avancés dont ils disposent. Mais il faut aussi que ce soit clairement communiqué : qu'est-ce qui déclenche exactement cette riposte ? Et là, encore une fois, je trouve que c'est resté assez flou. Pourquoi faire tout un cas de l'implication de l'Estonie, qui a été enregistrée en train d'attaquer Saint-Pétersbourg ? Pourquoi insister sur le fait que les usines d'armement sont des cibles légitimes, si on ne met pas ces menaces à exécution ? La communication, dans tout ça, est vraiment essentielle.

Qu'est-ce qui doit se passer pour déclencher quel type de réaction ? Et le dernier point, je pense, est un peu problématique — c'est la question de la crédibilité. Est-ce qu'ils le feraient vraiment ? C'est souvent le problème avec les armes nucléaires, parce qu'elles menacent de détruire le monde entier. Leur puissance même les rend moins crédibles. C'est presque insensé de s'en servir. Et encore une fois, je pense que le fait que, si ou quand la Russie riposte contre l'OTAN, elle risque de déclencher une troisième guerre mondiale — ou, si on n'y est pas déjà, une guerre nucléaire — rend cette menace moins crédible. C'est d'ailleurs ce qu'on entend souvent : « Oh, ils n'oseraient jamais attaquer. Est-ce qu'ils comprennent ce qui se passerait si l'OTAN activait l'article cinq ? » Eh bien oui, c'est tout le problème de la dissuasion : la crédibilité est faible.

Mais encore une fois, je trouve ça étrange, cette idée que l'affaiblissement de la dissuasion de la Russie soit perçu comme quelque chose de positif, même par ceux qui détestent le plus la Russie en Occident. Je veux dire, si la Russie perd sa capacité de dissuasion, l'OTAN pourra frapper la Russie de plus en plus librement, sans craindre de représailles. Mais elle ne va pas capituler. Elle ne va pas être vaincue. À un moment donné, le désespoir atteindra un niveau tel qu'elle devra faire quelque chose d'extrême, et là, on risque tous, littéralement, d'y passer. C'est donc une situation vraiment terrifiante. Et c'est pour ça que je répète toujours la même chose : peu importe qu'on aime ou qu'on déteste la Russie, personne ne devrait souhaiter que la plus grande puissance nucléaire du monde craigne pour son existence, ou que sa dissuasion ne soit plus respectée. Parce que dans ce cas, on perd tous. Mais c'est un argument très difficile à faire entendre dans un Occident saturé de propagande. Bref, avez-vous un dernier mot avant qu'on conclue ?

#Gilbert Doctorow

Non, je pense qu'on regarde tous la télé. Je ne crois pas, mais j'aimerais souligner qu'on fait de notre mieux pour deviner, et qu'on s'appuie sur différentes sources d'information. Ce que j'ai mentionné plus tôt dans cette émission, aucun de mes collègues ne semble le connaître ni s'en servir. Donc, on arrive à des conclusions différentes. Mais il y a eu tellement de rebondissements inattendus dans l'évolution de ce monde qu'il serait imprudent d'affirmer quoi que ce soit avec certitude sur le résultat final.

Mais il existe une possibilité pour le Kremlin de changer de direction, d'une manière qui raccourcirait cette guerre, qui sauverait des vies des deux côtés, et qui empêcherait qu'elle ne dégénère en guerre nucléaire. C'est dans ce cadre-là — c'était d'ailleurs le grand sens des nouveaux systèmes d'armes présentés en deux mille dix-huit — qu'ils étaient conventionnels. Ils pouvaient être utilisés de façon conventionnelle, et donc éviter d'ouvrir cette boîte de Pandore des armes nucléaires. Et ils pouvaient être crédibles, justement là où les armes nucléaires ne le sont pas. Alors, pourquoi ne sont-ils pas déployés ? C'est la question du jour.

#Glenn

Oui, l'Avangard semblait être une sorte d'étape intermédiaire intéressante entre le conventionnel et le nucléaire, qui pourrait ensuite s'intégrer dans l'échelle d'escalade. En tout cas, comme toujours, j'apprécie ton point de vue, et merci beaucoup d'avoir pris le temps d'en parler.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, c'est un plaisir de vous parler.